



Conseil international du Café
124^e session
25 - 29 mars 2019
Nairobi (Kenya)

**Enquête sur l'impact de la faiblesse des prix
du café sur les pays exportateurs**

Contexte

1. Comme le stipulent l'Accord international de 2007 sur le Café, le Plan d'action quinquennal et le Programme des activités pour l'année caféière 2018/19, l'OIC est chargée d'exercer une fonction analytique et de fournir aux Membres des données de recherche sous la forme d'études relatives au secteur du café.
2. Au cours des deux dernières années, les prix du café ont suivi une tendance à la baisse, le prix indicatif composé de l'OIC étant inférieur de 31 % en décembre 2018 à son niveau de novembre 2016. Notant les effets à court et à long terme sur les marchés mondiaux du café, le Conseil international du Café a approuvé, en septembre 2018, la Résolution 465 sur le niveau des prix du café qui encourage les Membres et toutes les parties prenantes du café à développer un secteur du café durable en termes économiques, sociaux et environnementaux.
3. Dans le cadre des mesures prises par le Secrétariat pour mettre en œuvre la Résolution 465, une enquête en ligne a été lancée pour recueillir auprès des Membres exportateurs des informations sur différents aspects économiques et sociaux et pour évaluer l'impact de la faiblesse récente des prix du café sur les moyens de subsistance des caféiculteurs (document ED-2291/18). Les résultats de l'enquête, qui figurent dans le présent document, apporteront également une contribution précieuse à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication mondial et au dialogue avec les consommateurs, les parties prenantes et la communauté internationale sur la question de la viabilité économique de la production de café, permettant au Secrétariat et aux Membres de l'OIC de plaider en faveur d'un soutien accru au secteur du café de la part des donateurs et des institutions internationales de développement.
4. Au 31 janvier 2019, des réponses avaient été reçues de 13 pays, à savoir le Brésil, le Cameroun, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Honduras, le Nicaragua, l'Ouganda, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Pérou, le Rwanda, la Sierra Leone et la Tanzanie. Ces pays

représentent en moyenne 56% de la production mondiale et environ 60% du volume total des exportations de l'ensemble des pays exportateurs. Le présent rapport analyse l'impact de la faiblesse des prix à partir des réponses fournies par les Membres ; il contient en outre une évaluation complémentaire de la corrélation entre le marché du café et les prix des engrais.

5. L'analyse de corrélation montre que les coûts des engrais ont augmenté, à l'échelle internationale, de 27% entre novembre 2016 et décembre 2018, à savoir pendant la période de baisse des prix du café mentionnée ci-dessus. Mettant en correspondance cette corrélation négative avec l'enquête, il apparaît que 62% des Membres exportateurs ont réduit leur utilisation d'engrais de 10% à 62%, selon les pays.

6. En outre, la faiblesse des prix du café a eu des effets sociaux et environnementaux importants et un impact préjudiciable sur l'économie. A ces faibles niveaux de prix, 46% des pays font état d'une réduction du temps consacré par les planteurs à la production et à la transformation du café. L'emploi agricole a chuté au cours des deux dernières années, de 51% pour le Cameroun et de 25% pour le Honduras.

7. Entre 2017 et 2018, le prix moyen payé aux caféiculteurs a chuté de 36 % et 30 % en Sierra Leone et en Papouasie-Nouvelle-Guinée respectivement. Cela s'est traduit par une baisse du revenu total des producteurs de l'ordre de 7 à 30 % en deux ans. Les pays Membres ont également indiqué que les salaires versés aux ouvriers agricoles ont été réduits de 53% au Cameroun et de 15% au Pérou.

8. Des impacts sociaux préjudiciables ont été enregistrés en raison des pressions à la baisse qui s'exercent sur les prix du café. Les répondants ont fait état d'une augmentation de l'insécurité alimentaire, la consommation alimentaire des familles ayant été réduite en raison de la baisse des revenus et du pouvoir d'achat. Le Cameroun (43 %), le Pérou (20 %), le Honduras (20 %) et la Tanzanie (20 %) ont signalé des réductions significatives de la consommation alimentaire. En outre, de nombreux pays ont fait état d'une baisse des dépenses de santé et d'éducation et d'une augmentation de la pauvreté des ménages, avec des variations qui sont fonction de l'importance du café en tant qu'activité génératrice de revenus. Par ailleurs, la proportion de caféiculteurs ayant quitté les zones de production de café au cours de la période de référence a atteint 41% au Cameroun, 20% au Pérou et au Rwanda et 18% au Honduras. L'enquête montre clairement que davantage de caféiculteurs seront dans l'incapacité de couvrir leurs coûts de production et de percevoir un revenu suffisant pour vivre de la production et de la vente de leur café si la chute des prix du café se poursuit, ce qui renforcera les conséquences sociales et économiques préjudiciables sur la pauvreté et sur l'offre de café de qualité.

Mesure à prendre

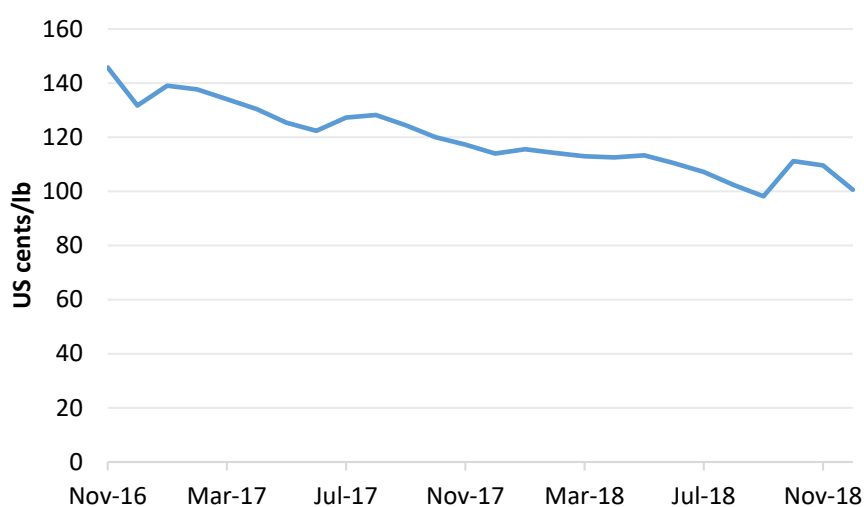
9. Le Conseil est invité à prendre note de ce document.

ENQUÊTE SUR L'IMPACT DE LA FAIBLESSE DES PRIX DU CAFÉ SUR LES PAYS EXPORTATEURS (Janvier 2019)

I. L'ÉVOLUTION HISTORIQUE ET RÉCENTE DES PRIX DU CAFÉ

1. Le prix indicatif composé de l'OIC, qui était de 145,82 cents EU/livre en novembre 2016, a baissé de 31 % pour s'établir à 100,61 cents EU/livre en décembre 2018 (figure 1).

Figure 1 : Prix indicatif composé de l'OIC, novembre 2016-décembre 2018



Source : OIC

2. La performance des quatre groupes confirme les mêmes tendances à la baisse. Les Doux de Colombie ont baissé de 28,1 %, passant de 177,85 cents EU/livre en novembre 2016 à 127,86 cents EU/livre en décembre 2018. Les Autres doux ont chuté de 31 %, passant de 184,12 cents EU/livre à 127,10 cents EU/livre. Dans le cas des Naturels brésiliens, les prix ont baissé de 35,3 %, passant de 157,72 cents EU/livre à 102,10 cents EU/livre. Les Robustas ont chuté de 25,2 %, passant de 103,72 cents EU/livre à 77,57 cents EU/livre (figure 2). La même faiblesse des prix a été observée sur les marchés à terme, avec une perte de 36 % pour le contrat C et une baisse de 27,1 % pour le contrat du Robusta de Londres (figure 3).

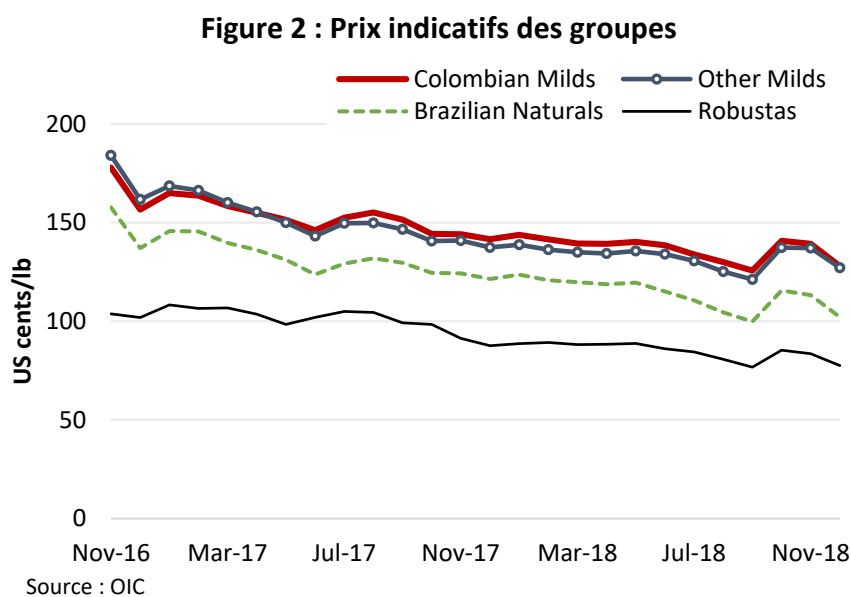
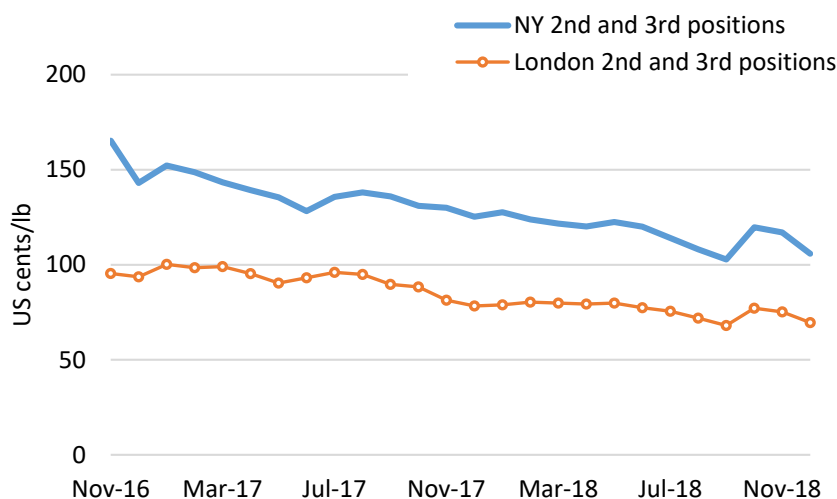


Figure 3 : Prix de l'ICE de New York et du marché à terme de Londres



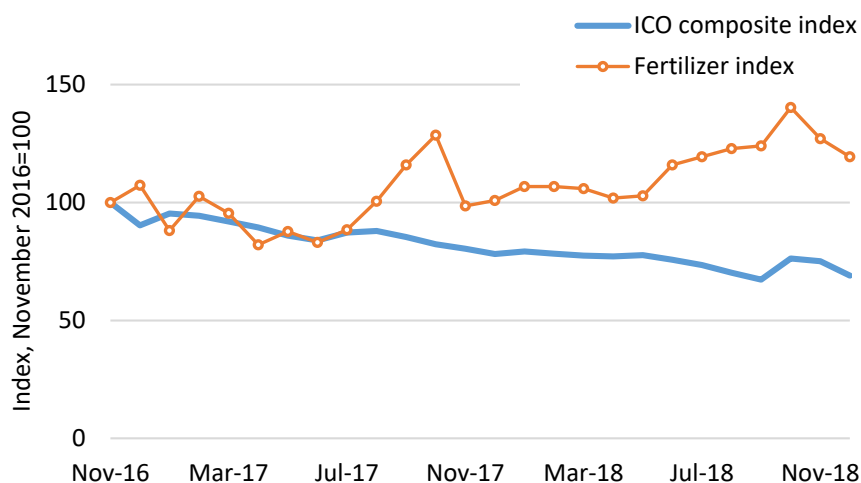
II. ÉVOLUTION RÉCENTE DES PRIX DES INTRANTS

3. Afin d'évaluer l'impact de la baisse des prix, il est important de comprendre l'évolution des coûts de production sur la même période. Dans le contexte actuel de baisse des prix et des revenus, le coût des intrants peut avoir d'importantes répercussions préjudiciables sur les marges bénéficiaires des caféiculteurs. Les principaux intrants utilisés dans la production du café sont la main-d'œuvre, les engrais et les pesticides. L'importance relative de chacun de ces intrants dépend du système agricole et du contexte national.

4. Dans la culture du café, les nutriments les plus largement utilisés pour améliorer les rendements sont l'azote, le phosphate et le potassium (NPK), qui peuvent être employés sous forme minérale ou organique. Les engrais minéraux sont les nutriments les plus couramment employés pour améliorer la productivité de la culture du café. Par conséquent, les coûts des

engrais ont servi d'approximation pour évaluer l'évolution des coûts des intrants auxquels les caféiculteurs ont été confrontés au cours des deux dernières années. La figure 4 illustre l'évolution récente du prix indicatif composé de l'OIC et de l'indice des prix des engrais. Entre novembre 2016 et décembre 2018, les prix des engrais ont augmenté de 19,4 %, même si une baisse de 6 % a été observée sur les deux derniers mois de 2018.

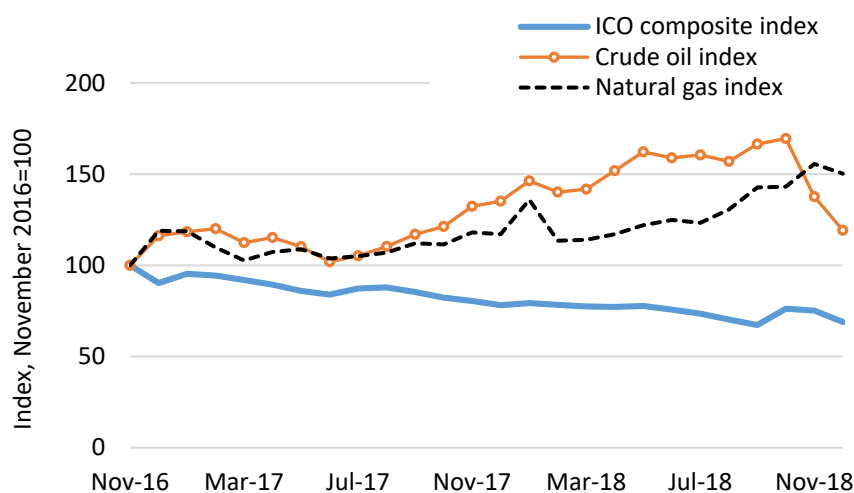
Figure 4 : Prix indicatif composé de l'OIC et indice des prix des engrais, novembre 2016=100



Source : OIC

5. L'évolution des prix des autres composantes des coûts de production est pertinente pour évaluer les effets de la faiblesse des prix sur la communauté des caféiculteurs. La figure 5 montre l'indice des prix des produits pétroliers, autre composante importante des coûts de production en raison des coûts de transport et de la forte corrélation avec les prix des engrais. Entre novembre 2016 et décembre 2018, l'indice des prix du pétrole brut a augmenté de 19,2 % tandis que l'indice des prix du gaz naturel a augmenté de 50,3 %.

Figure 5 : Indice des prix des produits pétroliers, novembre 2016=100



Source : Données sur les prix des matières premières de la Banque mondiale, février 2019 et OIC

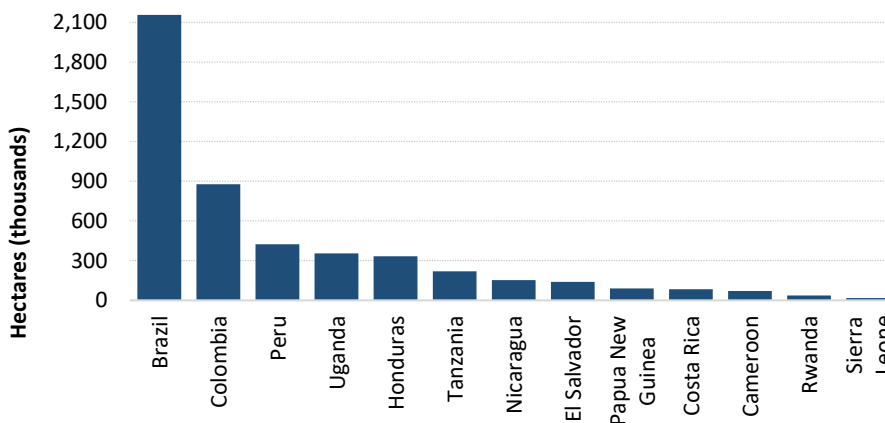
III. AMPLEUR DU SECTEUR DU CAFÉ DANS CERTAINS PAYS PRODUCTEURS

6. La première section de l'enquête visait à examiner l'ampleur du secteur du café des Membres exportateurs. Les réponses ont donné une image de la variabilité des caractéristiques du secteur mondial du café, notamment les superficies plantées en café, le nombre de planteurs, la répartition par taille des exploitations, l'emploi et la propriété par sexe.

Superficies plantées en café, caféiculteurs et taille moyenne des plantations

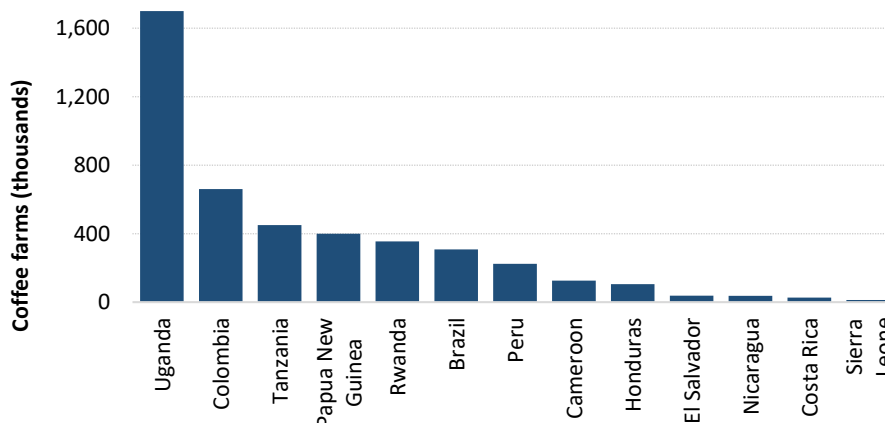
7. Les superficies plantées en café varient de 17 000 hectares en Sierra Leone à 2,16 millions d'hectares au Brésil (figure 6). Bien que le Brésil ait la plus grande superficie consacrée à la culture du café, l'Ouganda est le pays qui compte le plus grand nombre de caféiculteurs (1,7 million, figure 7), ce qui illustre la grande variabilité de la taille moyenne des exploitations selon les pays. La figure 8 illustre cette variabilité telle que signalée par nos Membres.

Figure 6 : Superficies plantées en café en production



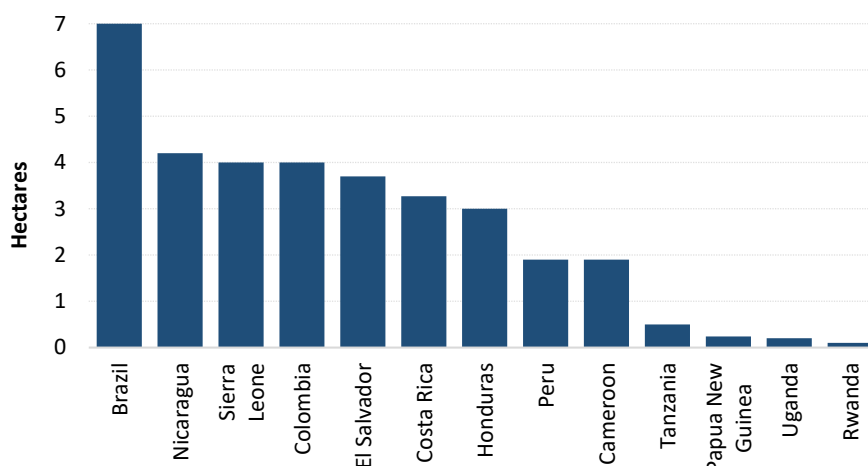
Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

Figure 7 : Nombre total de plantations



Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

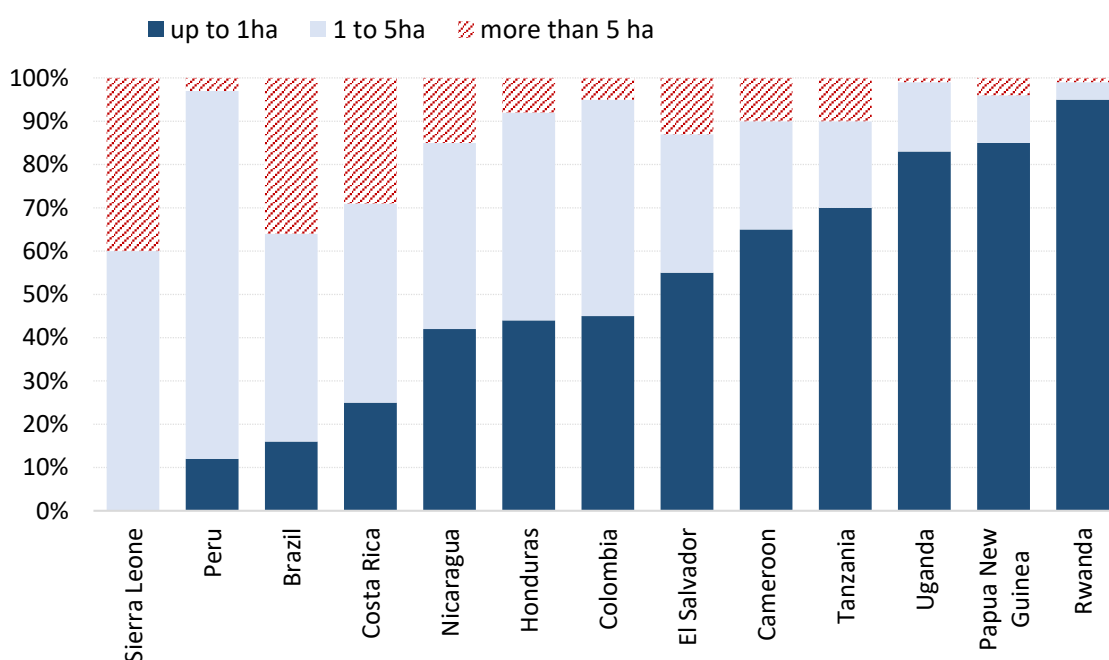
Figure 8 : Taille moyenne des plantations



Note : Comme l'ont indiqué les Membres, les calculs basés sur la superficie et le nombre des plantations peuvent différer légèrement pour certains pays. Ces chiffres correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

8. Les pays exportateurs ont été invités à indiquer la répartition des plantations par taille selon trois catégories : moins d'un hectare, entre un et cinq hectares et plus de cinq hectares. La figure 9 illustre la variabilité de la répartition des plantations par taille selon les pays. Le Rwanda est le pays qui compte la plus grande proportion de petites plantations (moins d'un hectare), tandis que le Pérou compte la plus grande proportion de plantations de taille moyenne. La production de café au Brésil et en Sierra Leone se caractérise par une plus grande proportion, au moins 30%, de plantations de plus de cinq hectares.

Figure 9 : Répartitions des plantations par taille (%)

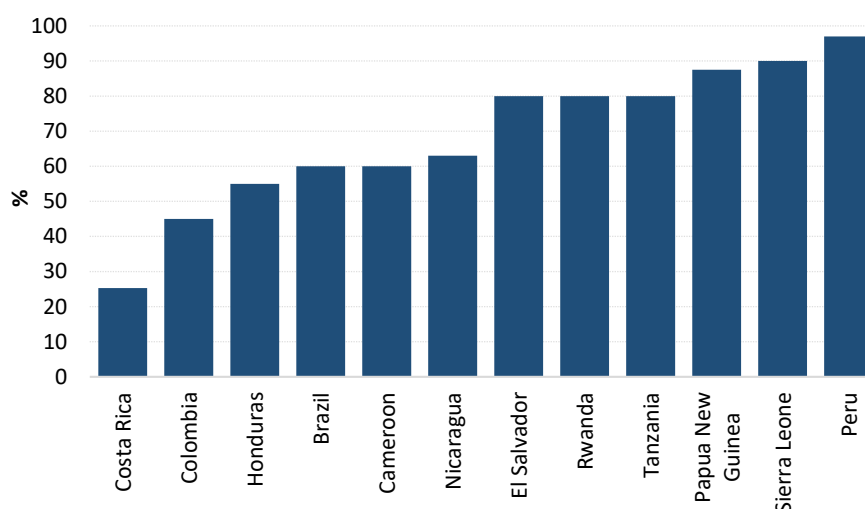


Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

Emploi

9. La figure 10 montre le pourcentage des plantations de café qui emploient principalement une main-d'œuvre familiale sans embaucher de personnel supplémentaire pendant la campagne, selon l'estimation des pays producteurs sélectionnés.

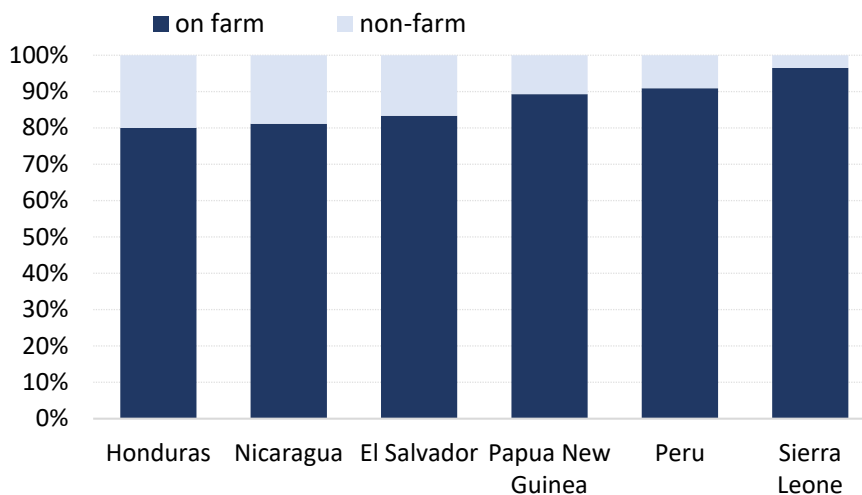
Figure 10 : Pourcentage de plantations de café employant exclusivement de la main-d'œuvre familiale



Note: Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

10. Selon les informations communiquées par 12 pays Membres, plus de 25 millions d'emplois ont été créés par le secteur du café. La plupart de ces emplois sont créés dans les plantations de café (figure 11). Il s'agit d'une indication de l'impact potentiel de l'évolution des prix versés aux producteurs, dans la mesure où le niveau d'emploi sera touché.

Figure 11 : Répartition des emplois dans le secteur du café

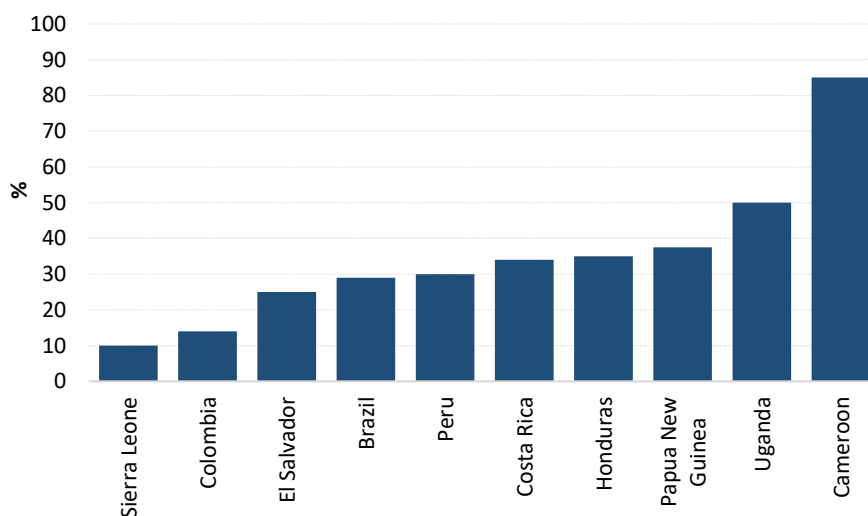


Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

Le rôle des femmes

11. Les femmes jouent un rôle important dans le développement du secteur du café. Les Membres qui ont fourni des informations indiquent qu'en moyenne 35% des employés du secteur du café sont des femmes. Leur contribution au secteur varie selon les pays. Au Cameroun, par exemple, 85 % des employés du secteur seraient des femmes, alors qu'en Sierra Leone, seulement 10 % des employés sont des femmes (figure 12).

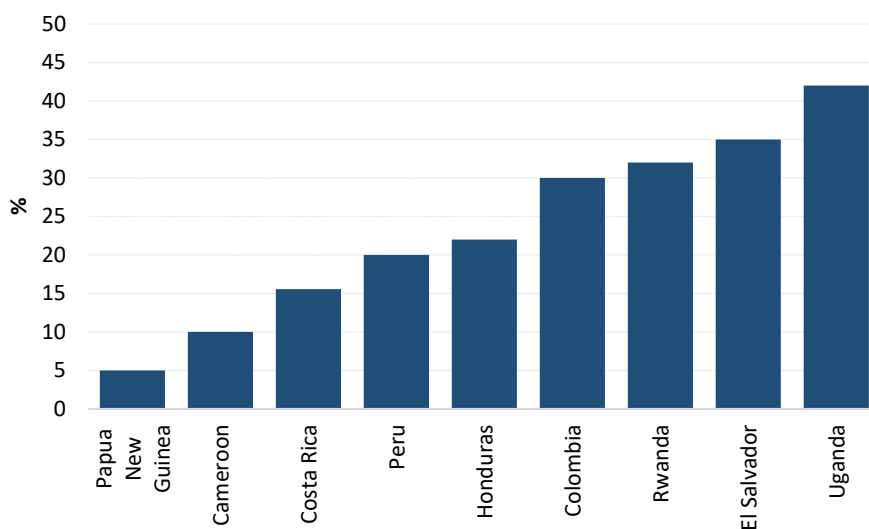
Figure 12 : Pourcentage de femmes dans les emplois



Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

12. En termes de propriété agricole, 24% des plantations de café appartiennent en moyenne à des femmes, allant de 5% en Papouasie-Nouvelle-Guinée à 42% en Ouganda (figure 13).

Figure 13 : Pourcentage de plantations de café appartenant à des femmes

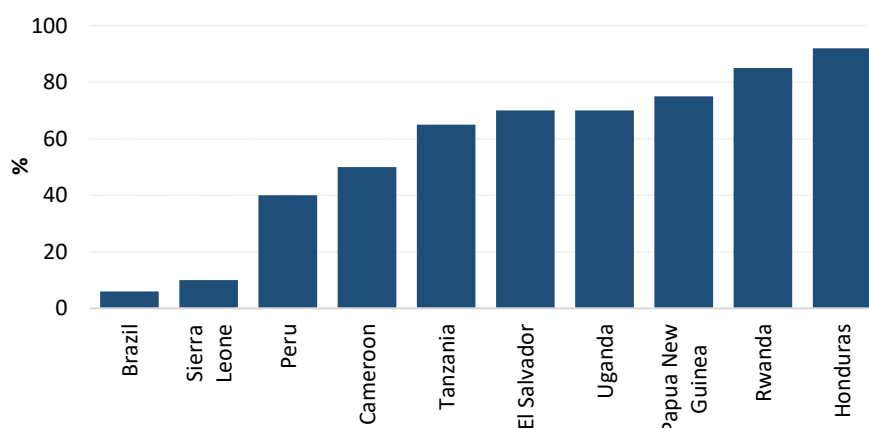


Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

Revenu

13. Le café est une source vitale de revenus pour de nombreux agriculteurs. Les exploitations où le café est la principale source de revenu, soit 80 % ou plus du revenu total, représentent 60 % du total des exploitations, en moyenne (figure 14). Ce pourcentage est beaucoup plus élevé au Honduras (92%) et au Rwanda (85%), pays où la valeur des exportations de café représente 12% et 9% des exportations totales respectivement.

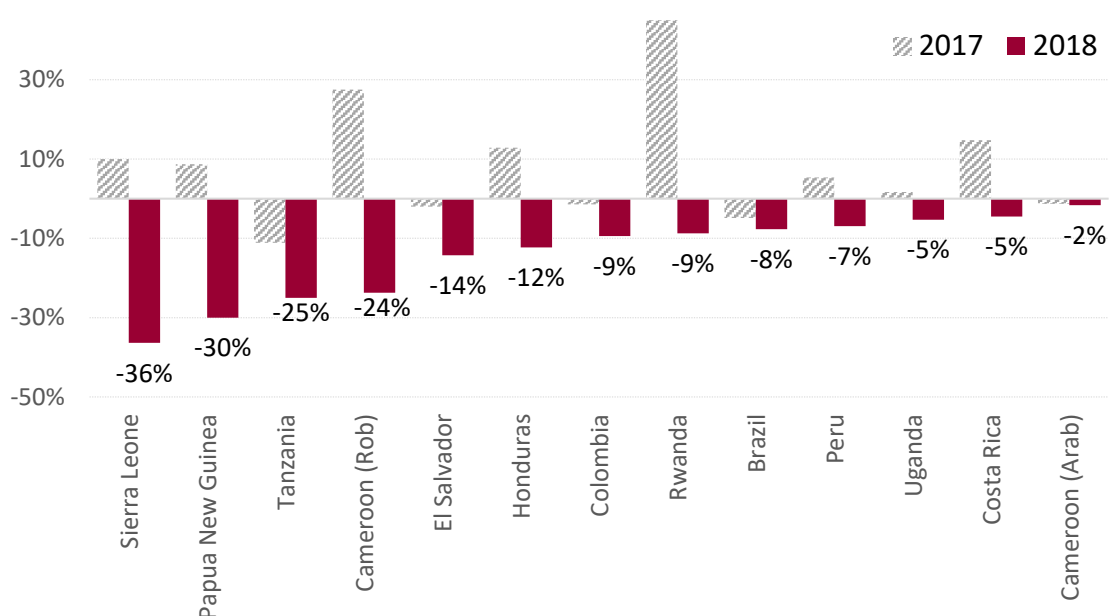
Figure 14 : Part des exploitations où le café est la principale source de revenu, 80% ou plus



Note : Les données correspondent à des estimations pour des années différentes, selon les pays.

14. Les Membres exportateurs ont indiqué le prix moyen payé aux caféiculteurs pour 1 kg de café entre 2015 et 2018. Les variations annuelles montrent qu'en moyenne, le prix payé aux producteurs a diminué de 14 % en 2018, mais que cette baisse était en fait comprise entre 36 % et 2 % (figure 15).

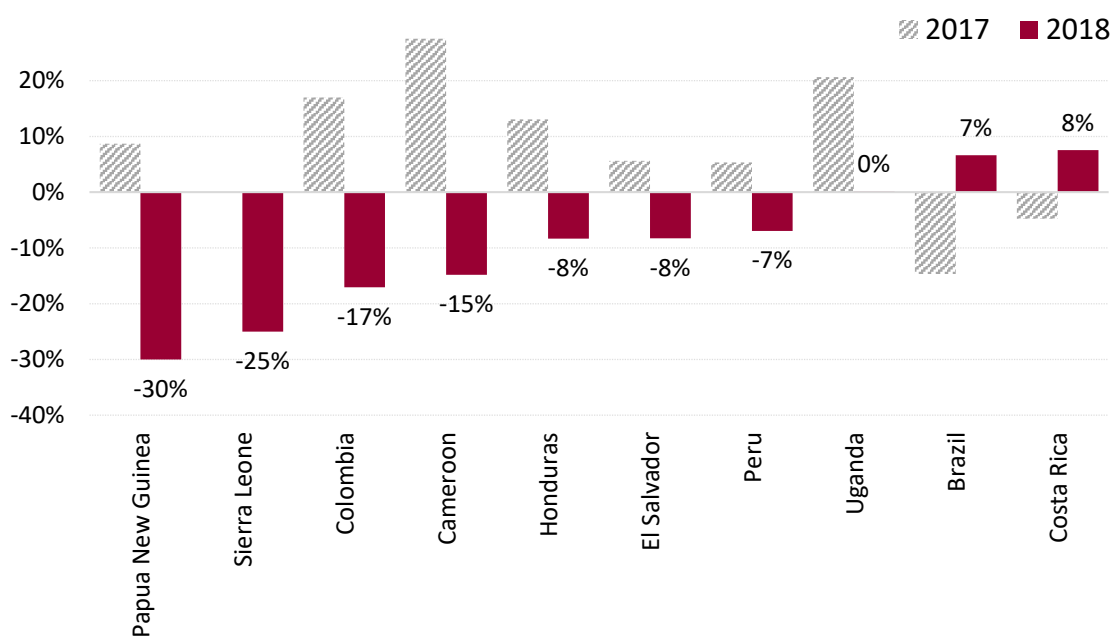
Figure 15 : Variation annuelle du prix moyen payé aux producteurs pour 1 kg de café



Note : Calculs de l'OIC

15. La baisse du prix payé aux producteurs s'est reflétée dans leur revenu annuel. Cela signifie un revenu agricole plus faible, des salaires agricoles plus bas et des pertes d'emploi. La figure 21 illustre l'évolution annuelle du revenu annuel total des caféiculteurs en 2017 et 2018. Selon les informations fournies par les Membres, les revenus des caféiculteurs ont baissé de 10 % en moyenne en 2018, les baisses les plus importantes étant enregistrées en Papouasie-Nouvelle-Guinée (30 %) et en Sierra Leone (25 %). Le Brésil et le Costa Rica ont pu compenser la baisse des prix puisque la principale baisse des revenus des caféiculteurs s'est produite plus tôt en 2017 (figure 16).

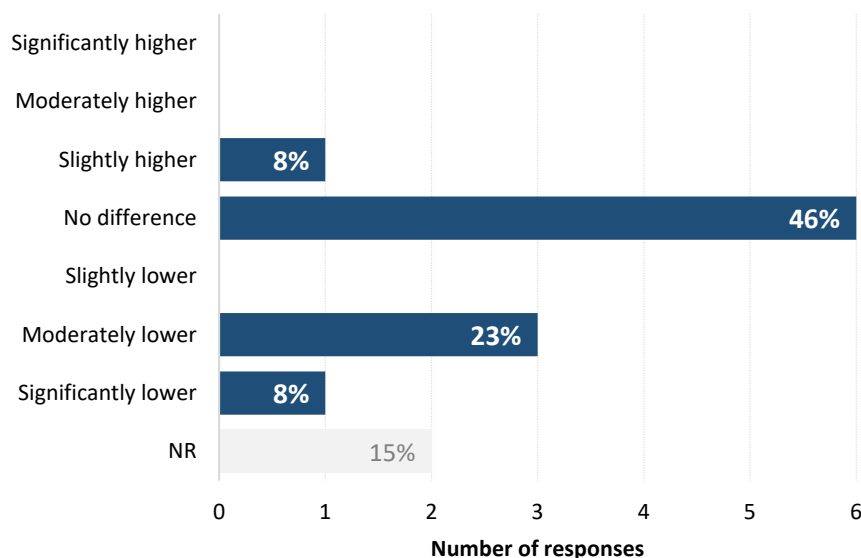
Figure 16 : Évolution annuelle du revenu annuel total moyen des caféiculteurs



Note : Calculs de l'OIC.

16. Les Membres ont fourni une comparaison qualitative des revenus selon le sexe en indiquant si le revenu annuel moyen des femmes caféicultrices par rapport à celui des hommes est : *significativement plus élevé, modérément plus élevé, légèrement plus élevé, égal, légèrement plus faible, modérément plus faible ou significativement plus faible*. Dans la majorité des cas, six pays, il n'y a pas de différence de revenu selon le sexe, mais les femmes ont tendance à percevoir un revenu inférieur dans quatre pays (figure 17). Un pays a indiqué qu'"une grande partie du café produit par les agricultrices est destiné aux marchés spécialisés, qui paient des prix plus élevés en raison de la qualité supérieure".

Figure 17 : Revenu annuel moyen des caféicultrices par rapport à celui des caféiculteurs

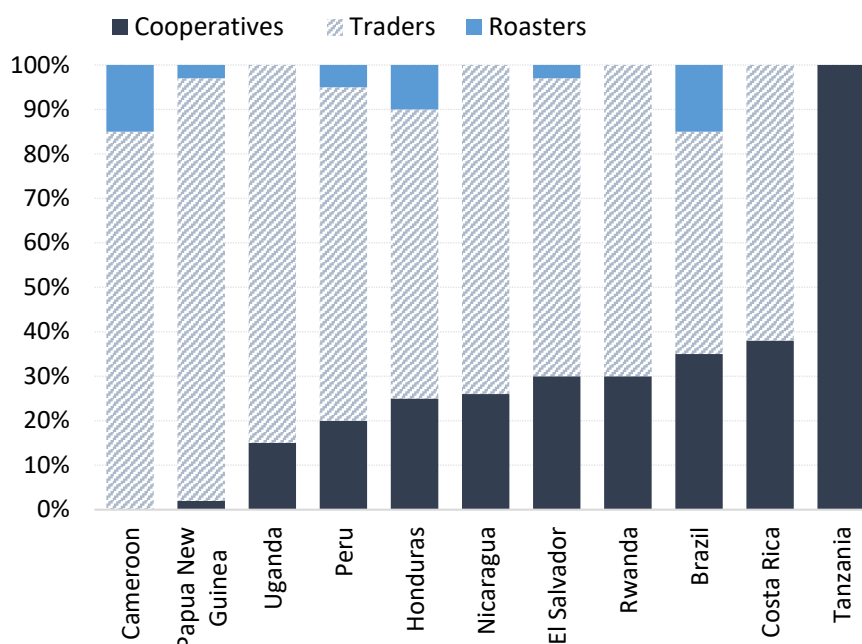


Note : NR – pas de réponse

Relations commerciales

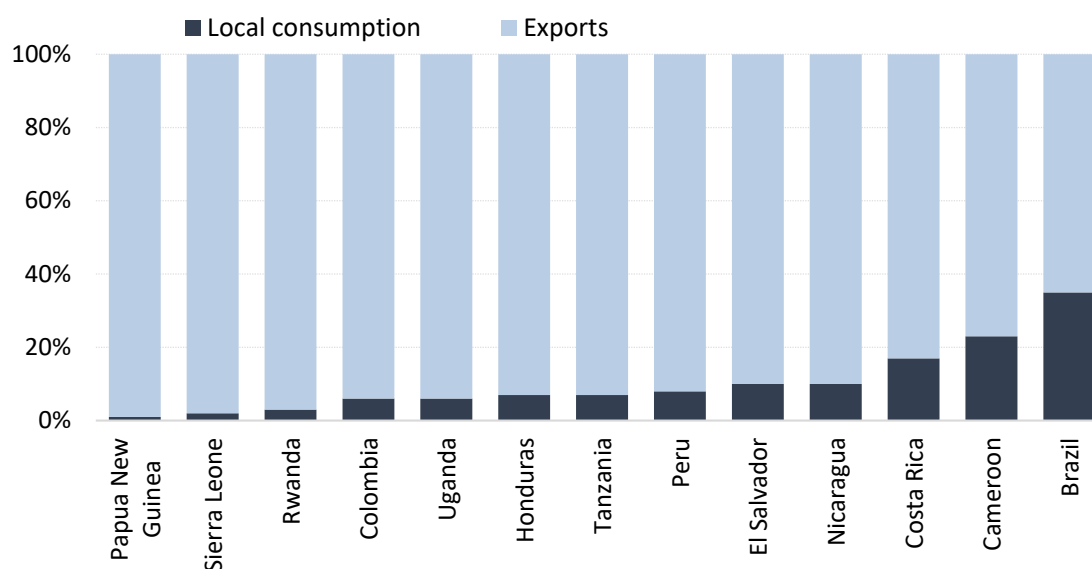
17. Les planteurs vendent la plus grande partie de leur café directement à des négociants dans la majorité des pays, à l'exception de la Tanzanie où toutes les ventes se font par le biais des coopératives (figure 18). La part des ventes aux négociants varie de 50 % à 95 % et celle des ventes aux coopératives de 2 % à 38 %. Au Cameroun, aucun café n'est vendu aux coopératives.

Figure 18: Pourcentage de la production de café par type d'acheteur



18. Le café est principalement destiné à l'exportation, la part du café vendu pour la consommation intérieure étant inférieure à 10% dans la plupart des pays, sauf au Costa Rica (17%), au Cameroun (23%) et au Brésil (35%), (figure 19).

Figure 19 : Pourcentage de la production de café vendue selon le marché destinataire



IV. IMPACT DE LA TENDANCE ACTUELLE À LA BAISSÉ DES COURS INTERNATIONAUX DU CAFÉ

19. La deuxième partie de l'enquête visait à identifier les effets de la faiblesse actuelle des prix du café dans les pays Membres exportateurs. Il était demandé aux Membres de fournir des estimations de ces effets dans quatre domaines principaux : investissements agricoles, main-d'œuvre, revenu et impact social.

A. Investissements agricoles

20. Afin d'évaluer les effets sur l'investissement, cinq questions étaient posées aux pays Membres exportateurs :

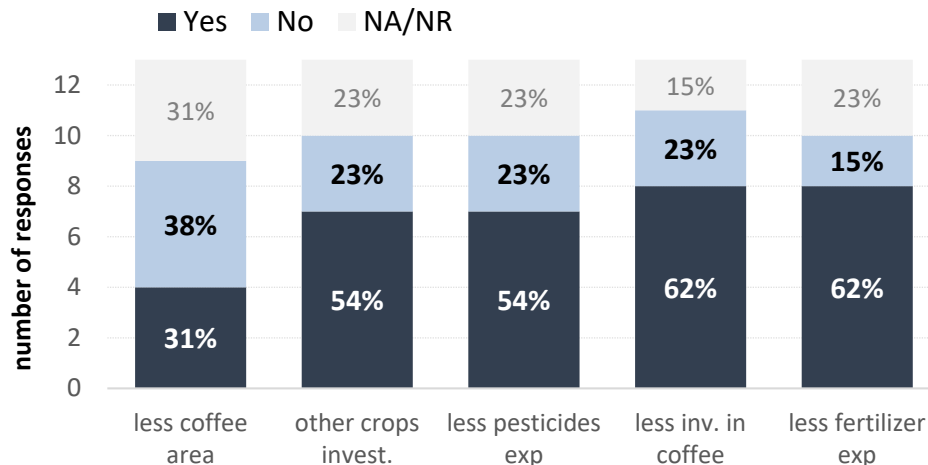
- La superficie consacrée à la culture du café a-t-elle été réduite au cours des deux dernières années en raison de la faiblesse des prix ? (Oui/Non/S.O.)
- Les planteurs ont-ils investi dans d'autres cultures que le café au cours des deux dernières années ? (Oui/Non/S.O.)
- Les investissements dans les plantations de café ont-ils diminué au cours des deux dernières années ? (Oui/Non/S.O.)

- Les dépenses moyennes des planteurs en engrais ont-elles diminué au cours des deux dernières années ? (Oui/Non/S.O.)
- Les dépenses moyennes des planteurs en pesticides ont-elles diminué au cours des deux dernières années ? (Oui/Non/S.O.)

21. Si la réponse était affirmative, les répondants étaient invités à fournir une estimation quantitative de l'effet observé. La figure 20 donne un résumé des réponses qualitatives Oui/Non/S.O. et les figures 21-23 détaillent les effets quantitatifs sur les investissements déclarés par les Membres.

22. Le principal effet de la faiblesse des prix du café sur l'investissement est une réduction de l'investissement en général dans les plantations de café et des dépenses en engrais au cours des deux dernières années, comme l'ont indiqué 8 Membres sur 13. Il s'ensuit une réduction des dépenses consacrées aux pesticides et un accroissement des investissements dans d'autres cultures que le café. Dans quatre pays, la superficie plantée en café a diminué en raison de la faiblesse des prix (figure 20).

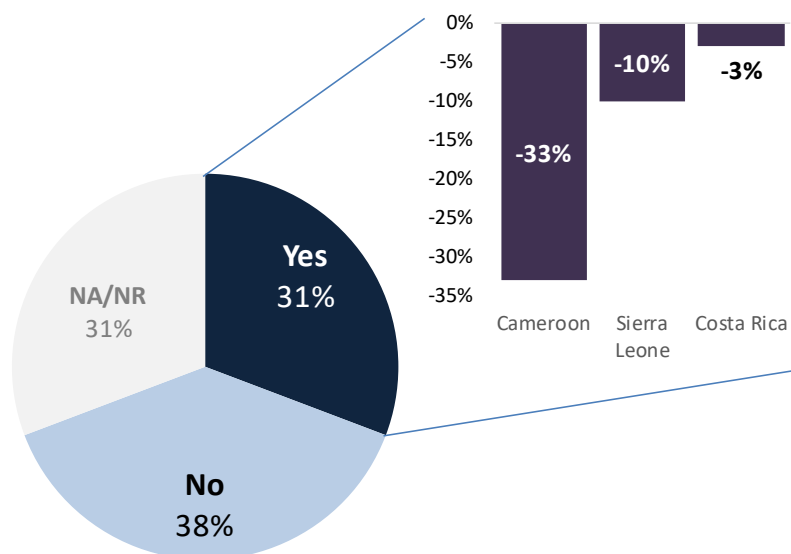
Figure 20 : Effet de la faiblesse des prix sur l'investissement dans le secteur du café



Note: NA/NR – Sans objet / Pas de réponse.

23. Bien que la superficie plantée en café n'ait été réduite que dans quatre pays sur 13, la figure 21 détaille l'ampleur de cet effet pour les trois pays qui ont déclaré un effet quantitatif. La superficie plantée en café a été réduite de 30% au Cameroun, de 10% en Sierra Leone et de 3% au Costa Rica. Le Pérou a également fait état d'une réduction, mais sans l'estimer.

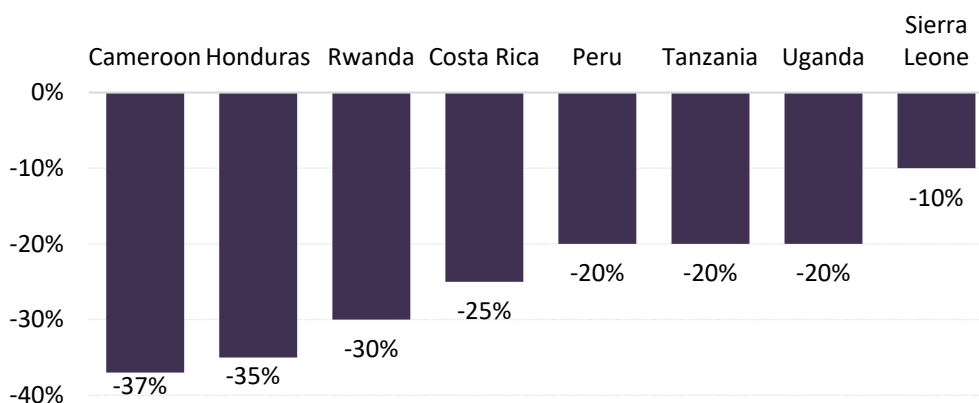
Figure 21 : Réduction des superficies plantées en café en raison de la faiblesse des prix du café



Note : NA/NR – Sans objet / Pas de réponse.

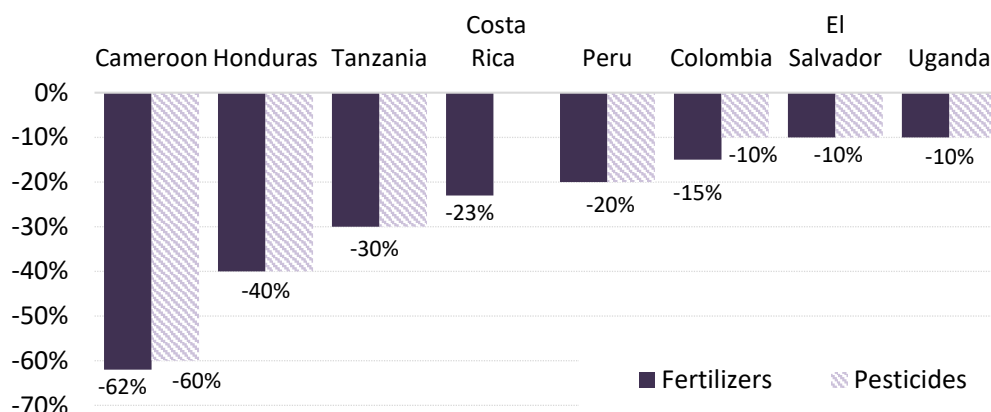
24. Les investissements dans les plantations de café ont diminué en moyenne de 25 %, certains pays ayant enregistré une baisse de 37 % au cours des deux dernières années en raison de la chute des cours internationaux du café (figure 22).

Figure 22 : Baisse des investissements dans les plantations de café



25. Les dépenses en engrais et pesticides ont diminué, dans des proportions similaires, de 26 % en moyenne au cours des deux dernières années (figure 23).

Figure 23 : Baisse des dépenses des planteurs en engrais et pesticides



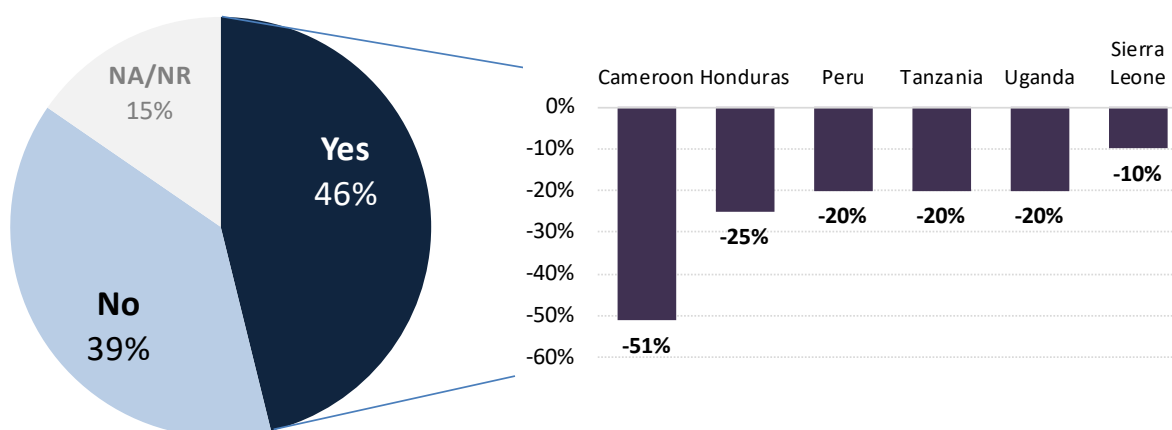
Note: Le Costa Rica a fait état d'une réduction de l'utilisation des engrais mais pas des pesticides.

B. Main-d'œuvre

26. Pour comprendre les effets de la faiblesse des prix sur l'emploi de main-d'œuvre, il a été demandé aux Membres si le temps consacré par les planteurs à la production et à la transformation du café avait diminué et si le nombre d'employés à la plantation avait diminué au cours des deux dernières années en raison de la chute des prix du café. En cas de réponse affirmative, une estimation quantitative de l'effet était demandée.

27. Six pays (46 %) ont indiqué que la faiblesse des prix du café avait entraîné une réduction du temps consacré par les planteurs à la culture et à la transformation du café (figure 24). En moyenne, cette réduction a été de 24% dans l'ensemble des pays, l'effet le plus important étant observé au Cameroun (51%).

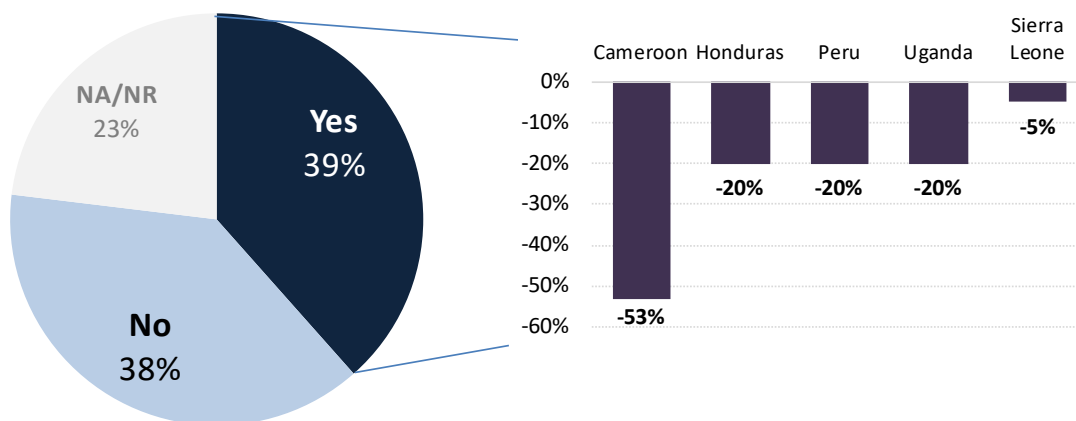
Figure 24 : Effet sur le temps consacré par les planteurs à la production et à la transformation du café



Note: NA/NR – Sans objet / Pas de réponse.

28. Cinq pays (39%) ont fait état d'une réduction de l'emploi à la plantation en raison de la baisse des cours internationaux du café (figure 25). En moyenne, l'emploi a chuté de 24% dans ces cinq pays, allant de 53% au Cameroun à 5% en Sierra Leone.

Figure 25 : Effet sur l'emploi à la plantation

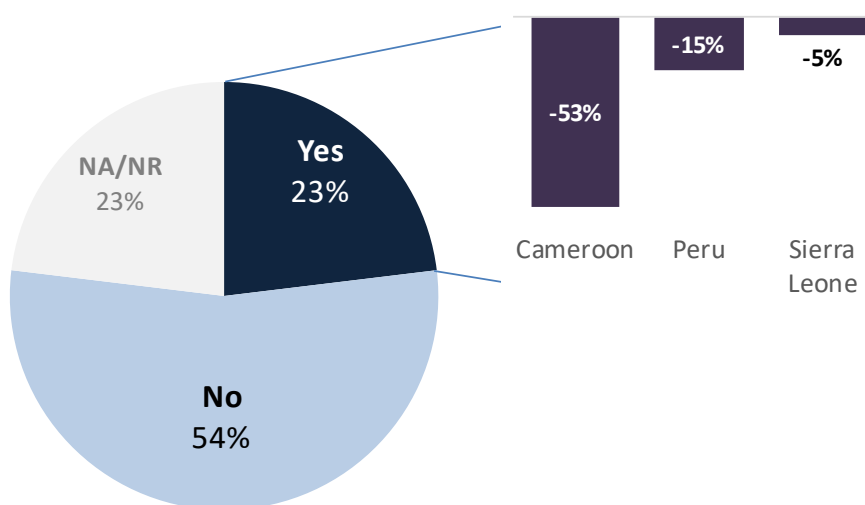


Note: NA/NR – Sans objet / Pas de réponse.

C. Revenu

29. En ce qui concerne l'impact sur le revenu, des questions étaient posées concernant les salaires des employés à la plantation et le revenu annuel moyen des caféiculteurs. La plupart des pays (10) n'ont pas signalé d'effet sur les salaires des employés à la plantation, mais dans trois pays, les salaires ont diminué de 24 % en moyenne (figure 26).

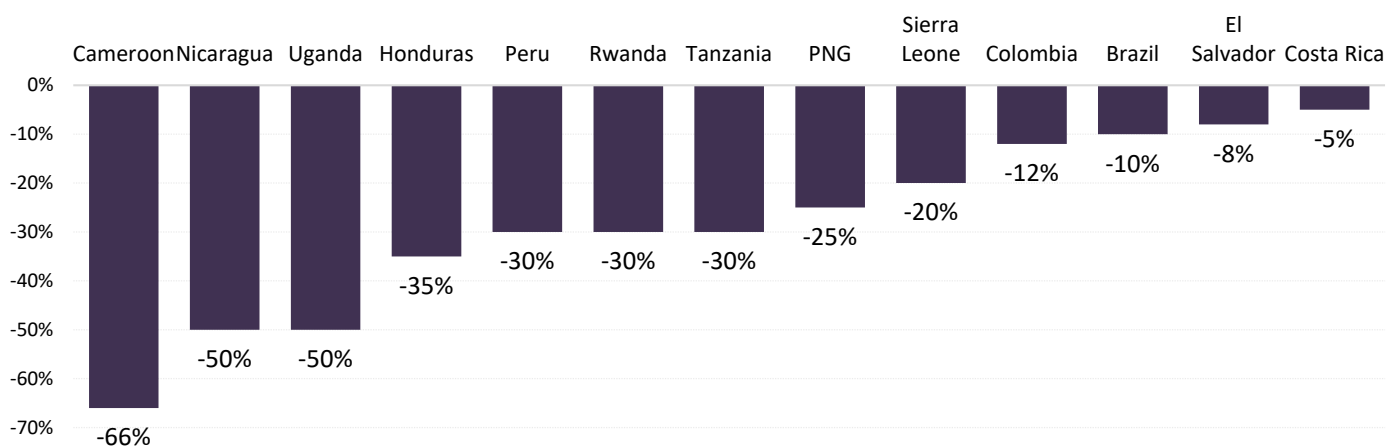
Figure 26 : Effet sur les salaires des employés à la plantation



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

30. En revanche, tous les pays (13) ont fait état d'une baisse du revenu annuel moyen des caféiculteurs. La figure 27 donne une estimation quantitative de cet impact tel que rapporté par les Membres exportateurs. La baisse moyenne est de 29% pour les deux dernières années, depuis que les cours internationaux du café ont entamé leur tendance à la baisse.

Figure 27 : Effet sur le revenu annuel moyen des caféiculteurs



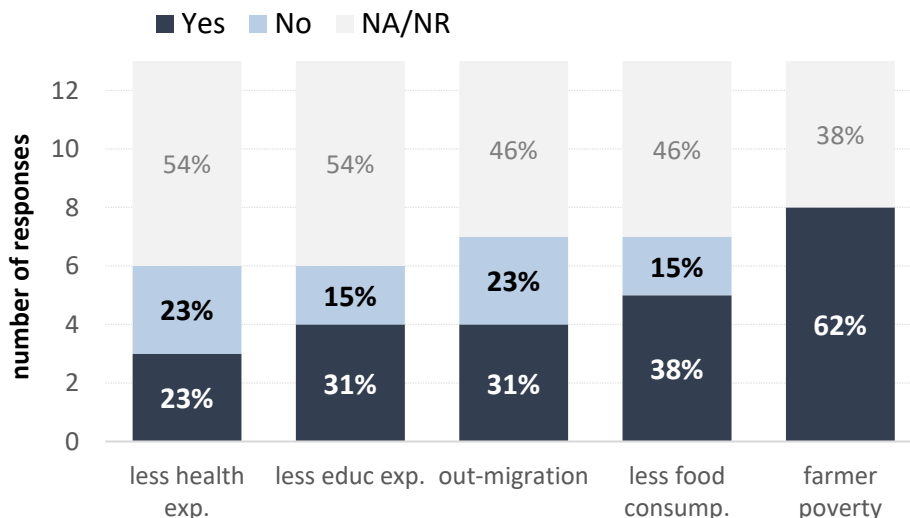
Note: PNG: Papouasie-Nouvelle-Guinée.

D. Impact social

31. Le revenu des caféiculteurs ayant considérablement chuté en raison de la baisse des cours internationaux du café, les effets sociaux tels que la migration, l'augmentation de la pauvreté et la baisse de la consommation de nourriture ou des dépenses de santé et d'éducation ont été pris en compte dans cette étude. La figure 28 résume les réponses à ces questions. Le principal impact rapporté par les Membres a été une augmentation de la proportion de caféiculteurs vivant avec moins de 1,90 dollar par jour¹, au cours des deux dernières années. Dans certains pays, cependant, d'autres effets sociaux se sont fait sentir, tels que la baisse de la consommation alimentaire, la migration des caféiculteurs des régions de production et la diminution des dépenses de santé et d'éducation familiale.

¹ Banque mondiale : Seuil mondial de pauvreté: <http://www.banquemondiale.org/fr/topic/poverty/overview>.

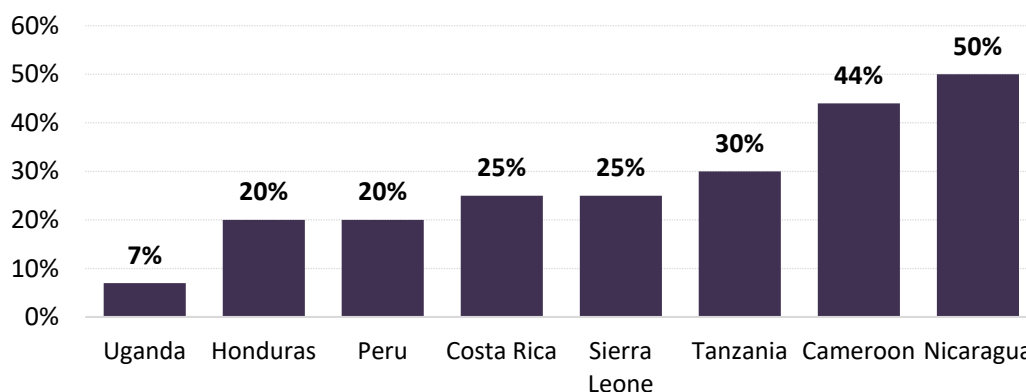
Figure 28 : Impact social de la faiblesse des prix du café dans le secteur du café (13 pays)



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

32. Comme l'indique la figure 28 ci-dessus, en termes sociaux, le café joue un rôle important dans le peuplement agricole et la création d'emplois dans les zones rurales. La pression à la baisse qui s'exerce sur les prix du café menace la viabilité de l'économie des pays qui dépendent fortement du café comme activité génératrice de revenus. Cela pourrait accroître le nombre de ménages vivant dans l'extrême pauvreté. La figure 29 illustre l'augmentation de la pauvreté de la communauté caféicole, telle qu'elle a été signalée par les Membres.

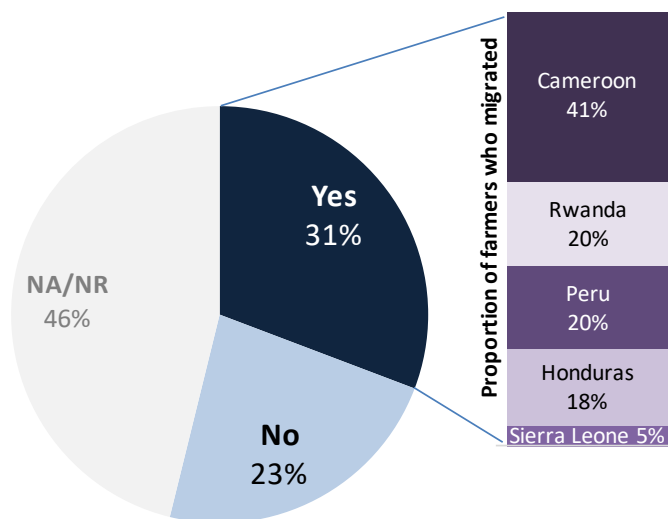
Figure 29 : Augmentation du pourcentage de planteurs vivant avec moins de 1,90 dollar par jour



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

33. Cinq Membres ont indiqué que 21 % des caféiculteurs quittaient leurs plantations de café, en moyenne. L'effet le plus important sur l'émigration a été observé au Cameroun, où 41 % des planteurs ont quitté leur exploitation (figure 30).

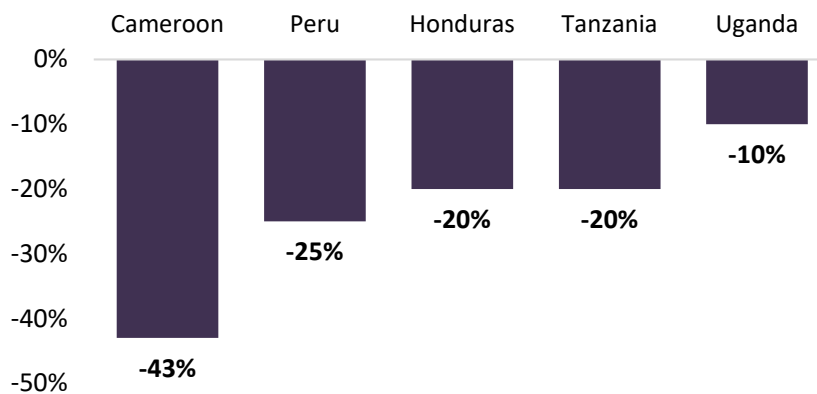
Figure 30 : Impact sur les caféiculteurs qui quittent les zones caféières



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

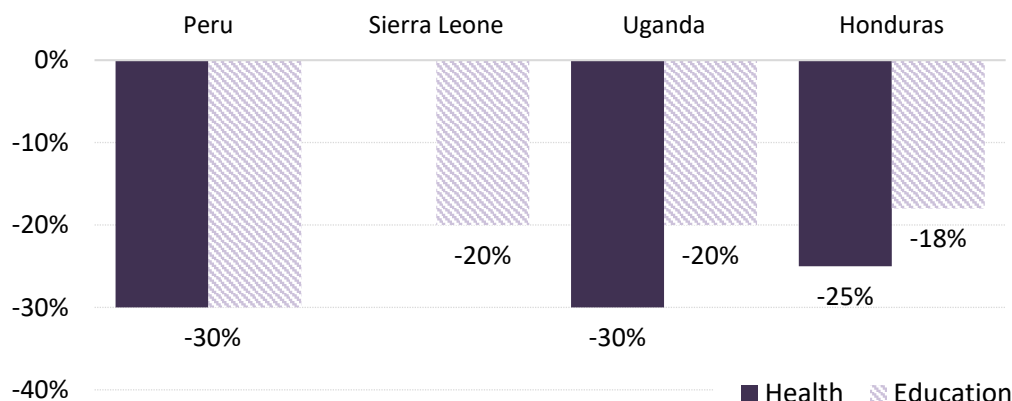
34. La consommation alimentaire annuelle moyenne a diminué de 24 % parmi les cinq Membres qui ont fait état d'un effet de la faiblesse des prix (figure 31). Cet effet varie de 43 % au Cameroun à 10 % en Ouganda.

Figure 31 : Baisse de la consommation alimentaire annuelle moyenne des caféiculteurs



35. Les dépenses de santé et d'éducation ont également été touchées par la baisse des prix du café, avec une chute correspondante de 28% et 22% en moyenne pour les Membres qui ont subi cet effet (figure 32).

Figure 32 : Baisse des dépenses annuelles de santé et d'éducation des caféiculteurs

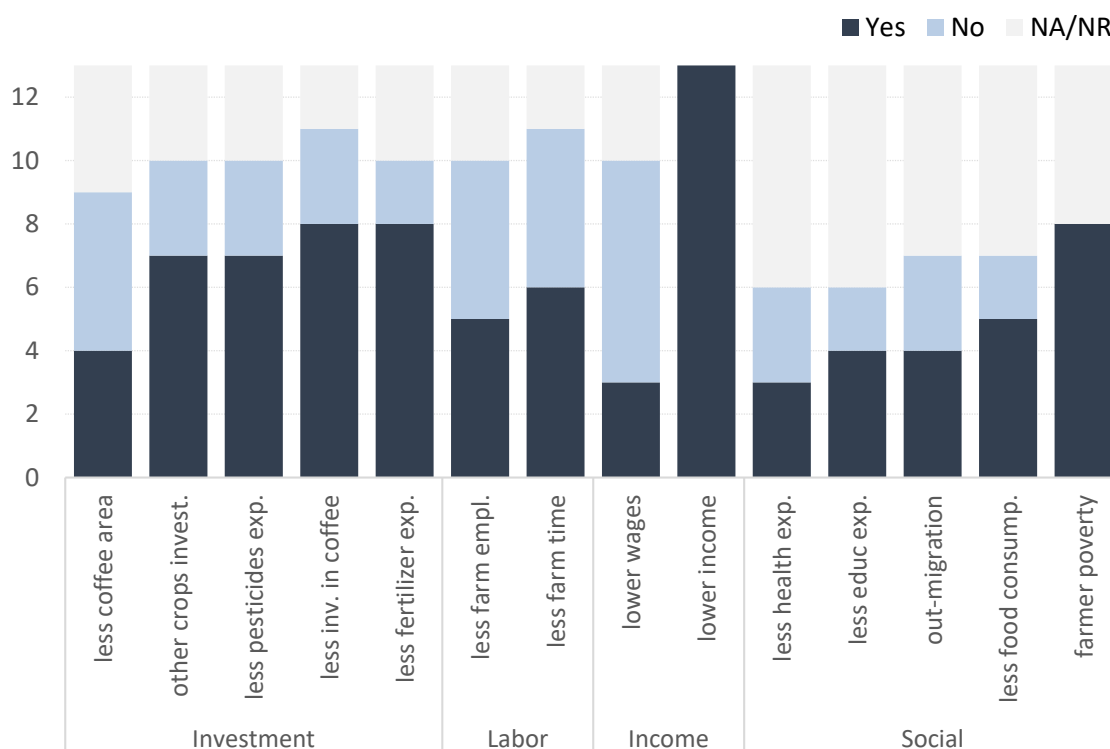


Note : La Sierra Leone a fait état d'une baisse des dépenses d'éducation mais pas des dépenses de santé

RÉSUMÉ D'ENSEMBLE POUR LES PAYS

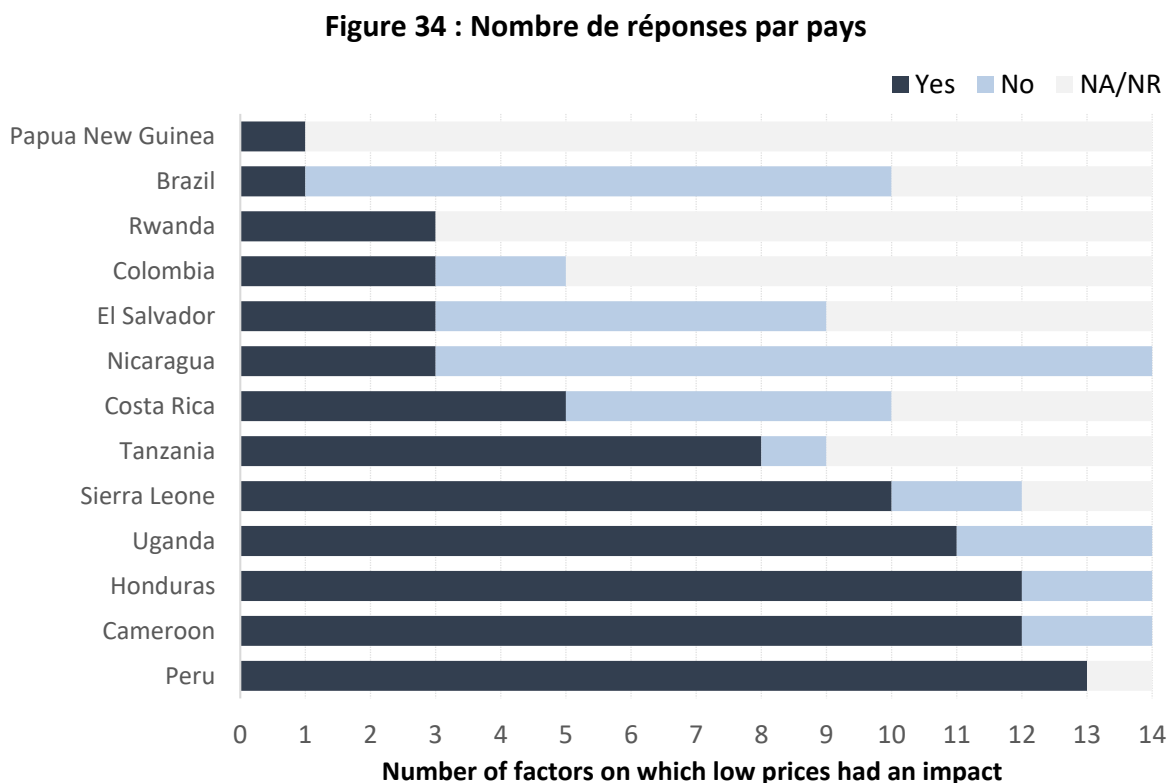
36. La deuxième section de l'enquête demandait aux Membres de signaler s'ils avaient subi l'impact de la chute récente des cours internationaux du café et de fournir des estimations de cet impact dans 14 domaines liés : aux investissements agricoles, à la main-d'œuvre, au revenu et à l'impact social, détaillés ci-dessus. La figure 33 rassemble les réponses données par les Membres exportateurs. Tous les pays ont fait état d'un impact significatif sur les revenus des planteurs, suivi d'une augmentation de la pauvreté et d'une diminution des investissements dans les plantations de café et des dépenses en engrais et pesticides.

Figure 33 : Nombre de réponses par domaine d'impact



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

37. La figure 34 résume le nombre de domaines dans lesquels chaque pays Membre a subi l'impact de la faiblesse des prix du café. Le Pérou a fait état d'un impact dans la plupart des domaines (13) tandis que le Brésil et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont fait état d'un impact dans un seul domaine (baisse du revenu annuel des planteurs).



Note: NA/NR - Sans objet / Pas de réponse.

V. CONCLUSIONS

38. Les prix du café ont suivi une forte tendance à la baisse au cours des deux dernières années. Si cette tendance négative se poursuit, le développement durable sera menacé dans de nombreux pays producteurs et dans l'ensemble du secteur du café. Par exemple, la baisse des revenus et du pouvoir d'achat des caféiculteurs provenant de la vente de café vert compromet les efforts visant à maintenir et à accroître la qualité et la productivité. Cet effet est particulièrement ressenti par ceux qui font un usage intensif d'engrais dont les prix ont augmenté au cours des deux dernières années. L'impact global est une réduction continue de la rentabilité de la culture du café.

39. Bien qu'il soit encore trop tôt pour évaluer l'impact complet de la faiblesse des prix actuels, l'enquête fournit des preuves factuelles que les pays exportateurs de café, en particulier ceux dont les activités génératrices de revenus supplémentaires sont limitées, sont déjà gravement touchés. D'autres études sont nécessaires pour évaluer l'impact sur les facteurs fondamentaux liés au café, tels que les rendements, le volume de la production, les

résultats à l'exportation et la gestion des plantations. Il convient toutefois de noter que les consommateurs peuvent également être affectés car des prix excessivement bas entraînent une réduction des investissements et une détérioration de la gestion des cultures, avec un impact sur la qualité, l'offre et la diversification des origines disponibles.

40. Une analyse plus approfondie et un suivi continu contribueront à l'établissement d'un rapport plus complet qui contiendra une idée d'ensemble complète et une analyse comparative des coûts de production et des revenus des caféiculteurs, ainsi qu'une comparaison avec le coût de la vie et le coût des besoins fondamentaux des caféiculteurs, tels que la nourriture, les vêtements, l'éducation et la santé.